

● (1440)

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Madame le Président, tout ce que je peux dire, c'est que si ces produits respectent les normes fixées par le ministère de la Consommation et des Corporations et celles de mon ministère, il n'y a pas grand-chose que nous puissions faire. Il y a déjà eu des instances tendant à prouver que le conditionnement n'était pas exactement conforme à nos normes. Par exemple, les tomates, au Canada, doivent être conditionnées dans du jus de tomate. On nous a dit que celles d'autres pays étaient parfois mises en conserve dans l'eau. C'est en cours de vérification, mais je n'ai toujours pas de rapport à ce sujet.

\* \* \*

### L'EMPLOI

#### L'IMPOSITION D'UN PROGRAMME DE PROMOTION SOCIALE DE LA FEMME

**Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est):** Madame le Président, en l'absence du premier ministre, je poserai ma question au vice-premier ministre. La journée internationale de la femme mardi prochain ne sera pas très gaie au Canada. La récession, les restrictions gouvernementales et la révolution technologique ont beaucoup accentué les injustices dont souffrent les femmes sur le marché du travail. Selon les experts, le seul moyen de garantir des droits égaux dans le domaine professionnel consiste à imposer un programme de promotion sociale. Le vice-premier ministre peut-il dire à la Chambre ce qu'il pense de cette importante question?

**L'hon. Judy Erola (ministre d'État (Mines)):** Madame le Président, je voudrais répondre à cette question et signaler à l'honorable représentante que seulement 10 p. 100 de la main-d'œuvre active relève du gouvernement fédéral. Je conseillerais donc à l'honorable représentante de s'en prendre aux secteurs qui n'ont rien fait à cet égard. Il n'existe pas de programme de promotion sociale aux échelons provinciaux et municipaux et le principe de la parité des salaires n'y est pas appliqué comme il l'est dans les secteurs qui relèvent du gouvernement fédéral.

#### LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est):** Madame le Président, non seulement le vice-premier ministre n'a pas répondu à ma question, mais la représentante chargée de la situation de la femme ne l'a pas fait elle non plus.

Bon nombre de rapports indiquent que le programme du gouvernement fédéral visant à encourager le secteur privé à prendre des mesures facultatives de promotion sociale a lamentablement échoué. Cette fois-ci, je voudrais donc que le vice-premier ministre indique quelles mesures son gouvernement compte prendre pour imposer un programme d'action sociale dans tous les secteurs assujettis à la réglementation gouvernementale et exiger que ce programme soit aussi respecté par toutes les sociétés qui font affaire avec le gouvernement, car il s'agit d'un programme essentiel pour donner des chances égales aux femmes.

### Questions orales

**L'hon. Judy Erola (ministre d'État (Mines)):** Madame le Président, je signale à l'honorable représentante que notre gouvernement a fait davantage pour promouvoir ces programmes que tout autre gouvernement et que le secteur privé. Ces programmes de promotion sociale existent déjà au sein du gouvernement. Si l'honorable représentante veut voir ce qui se fait maintenant, je lui conseille d'examiner les derniers règlements du Conseil du Trésor. Notre gouvernement peut être fier de ces programmes parce qu'il a fait beaucoup plus que les sociétés du secteur privé et des autres échelons gouvernementaux.

\* \* \*

### LA DÉFENSE NATIONALE

#### LES ARMES NUCLÉAIRES

**L'hon. Allan B. McKinnon (Victoria):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Il y a quelques jours, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré à un journaliste que nous n'avions pas d'armes nucléaires. Le ministre peut-il nous dire quand les armes nucléaires ont été retirées de Comox?

**L'hon. J. Gilles Lamontagne (ministre de la Défense nationale):** Madame le Président, je suis surpris de cette question de mon ex-homologue. Il devrait connaître la réponse et la politique en vigueur. La possibilité d'équiper certains de nos avions d'ogives nucléaires n'a été ni confirmée ni démentie. Le Canada ne possède pas de tels engins, mais leur achat aux États-Unis est actuellement à l'étude. Le député devrait savoir qu'avec l'arrivée prochaine des F-18, tout ceci sera du passé. Il devrait être mieux informé que moi.

**M. Beatty:** Il est mieux informé que vous dans tous les domaines.

#### LA DÉCLARATION DU VICE-PREMIER MINISTRE

**L'hon. Allan B. McKinnon (Victoria):** Madame le Président, je voudrais citer un article du *Daily Colonist* de Victoria, journal digne de foi, où l'on attribue au premier ministre les propos suivants lors d'une conférence de presse, et je cite:

... que le Canada n'aura enfin plus une seule arme nucléaire lorsque les nouveaux avions de combat seront livrés aux Forces armées dans deux ans.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il nous dire, quand le ministre a déclaré aux journalistes il y a deux semaines que nous n'avions pas d'armes nucléaires, s'il espérait induire le journaliste et le public en erreur, ou s'il ignorait véritablement que nous possédons des armes nucléaires à Comox?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, le ministre de la Défense nationale a expliqué très clairement ce qu'il voulait dire dans ce contexte et je suis surpris que le député n'ait pas compris, parce que son explication était très claire.